

CSQ

LE MAGAZINE

LA SEXUALITÉ SUR LES BANCS D'ÉCOLE

L'armée dans les cégeps
Tromper pour mieux recruter

.....
Soyons réalistes :
demandons l'impossible



Centrale des syndicats
du Québec

Hiver 2018

Économies aujourd'hui, tranquillité d'esprit demain

... jusqu'à
30 %* de rabais
sur vos assurances
auto et habitation



Profitez de tarifs **non offerts au grand public** et exclusifs aux membres de la CSQ. La Personnelle protège ce qui compte le plus pour vous.

DE PLUS...



En conduisant prudemment, vous pourriez **commencer à économiser après 100 jours** grâce au programme Ajusto^{MD1}.

Demander une soumission, plus facile que jamais !

▶ **1 888 476-8737**

▶ **csq.apersonnelle.com**



La Personnelle désigne La Personnelle, assurances générales inc. Certaines conditions, limitations et exclusions peuvent s'appliquer.

* Le montant des économies n'est pas garanti et varie en fonction des renseignements fournis lors de la souscription.

1. Ajusto est souscrit auprès de La Personnelle. ^{MD} Ajusto est une marque déposée de Desjardins Assurances générales inc., utilisée avec permission par La Personnelle. Le rabais sur la prime d'assurance auto ne s'applique pas à certains avenants et garanties supplémentaires. La période de 100 jours requise pour les nouveaux adhérents après le 15 septembre 2017 doit compter au moins 1 000 kilomètres parcourus. Pour toutes les modalités applicables à l'obtention du rabais sur la prime d'assurance auto, que vous ayez adhéré avant ou après le 15 septembre 2017, veuillez consulter les conditions d'utilisation en vigueur au moment de votre adhésion au programme Ajusto. Visitez notre site Web pour obtenir plus de détails : lapersonnelle.com/ajusto.



Assureur choisi par la CSQ



laPersonnelle
La bonne combinaison.

THÉMATIQUE 2018

LE COW-BOY ESPION!

ACTIVITÉS ÉTÉ COMME HIVER

HORAIRE DÉTAILLÉ

JOURNÉE PLEIN AIR DU 1101

10h	Spectacle équestre		
10h15	Le groupe des participants est réparti en plusieurs équipes. Chaque participant se verra désigné une monture adaptée à ses besoins. Une démonstration équestre suivra	13h	Début de la 2 ^e période d'équitation pour tous!
10h45	Équitation pour tous!	14h30	Épreuve finale pour déterminer l'équipe qui emportera le trophée des cow-boys!
12h	Dîner champêtre dans le décor de la Mangerie	14h45	Dernier rendez-vous avant le départ. Remise d'une photo souvenir gratuite et personnalisée du cavalier avec son cheval ou son poney
12h30	Visite des écuries avec remise de la carotte apportée par le cavalier pour son cheval ou son poney		

SÉCURITÉ : ANIMATEURS SPÉCIALISÉS

SEULEMENT 12.75\$ (TAXES EN SUS)

ÂGE : 5 À 13 ANS
ACTIVITÉS : 10H À 15H
GROUPE : 10 À 250 PARTICIPANTS

PROGRAMME CONFORME AUX OBJECTIFS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT



ÉCOLE D'ÉQUITATION MILLE CENT UN

Sécurité : Animateurs spécialisés

DEPUIS PLUS DE 40 ANS!

DIANE AUTHIER, PDG École d'équitation 1101

Propriétaire-Entraîneur, accrédité par :

- Fédération équestre du Québec
- Canada Hippique
- Diplômée Cadre Noir de Saumur (France)
- Attestations de randonnées : Maroc, Mexique, Espagne, Grèce et Belize
- Certification Emploi-Québec

Excellence reconnue de l'École d'équitation 1101 par les organismes :

- Équi-Qualité
- Tourisme Québec
- Québec à cheval
- Association des camps certifiés du Québec

1101, Grand Rang, La Présentation (Québec) J0H 1B0

Réservation et information : 450 796-5993

info@ecoledequitation1101.com

ecoledequitation1101.com



RÉALISME ET UTOPIES

On ne se préoccupera jamais assez de nos écoles. Qu'il s'agisse de les rénover ou d'en construire de nouvelles, les défis sont nombreux. Plusieurs éléments doivent être réunis pour assurer le succès de ces chantiers, petits ou grands. Engagé dans ces projets, le personnel scolaire innove et propose des solutions enracinées dans une réalité qu'il connaît très bien.

Architectes, ingénieurs, techniciens en bâtiment et enseignants : voilà quelques-uns des artisans, femmes et hommes, de ces projets. CSQ Le Magazine a rencontré quatre représentants passionnés de ces métiers et professions.

DES QUESTIONS ESSENTIELLES

L'importance de réintroduire les cours d'éducation à la sexualité dans les écoles fait consensus. Le magazine présente les propos d'une enseignante ayant participé aux projets-pilotes, en plus de faire le point sur la décision du ministre Proulx de rendre le programme obligatoire dès septembre prochain.

Plusieurs autres sujets intéressants sont au menu, dont une rencontre avec le journaliste Martin Forgues portant sur l'enjeu du recrutement militaire dans les cégeps, ainsi qu'une réflexion sur l'utopie réaliste, proposée par l'historien et journaliste Rutger Bregman. À l'aube d'une nouvelle année, inspirons-nous de son propos : soyons réalistes en demandant l'impossible!

Bonne lecture!

Catherine Gauthier | RÉDACTRICE EN CHEF
MAGAZINE@LACSQ.ORG

14

SOMMAIRE

EN COUVERTURE

La sexualité sur les bancs d'école

L'éducation à la sexualité, ça ne s'improvise pas. Le point sur un enjeu incontournable.

6 Planète en péril : comment parler aux jeunes?

L'avenir de l'humanité est menacé. Comment aborder un tel sujet, tout en donnant espoir aux jeunes?

8 Une nouvelle école en émergence

Les écoles sont vieillissantes, des rénovations s'imposent. L'augmentation du nombre d'élèves commande de nouvelles constructions. Le temps est propice pour repenser nos écoles.

20 L'armée dans les cégeps : tromper pour mieux recruter

« On arrache les jeunes de l'école, le symbole est très fort. »

26 Le numérique en éducation : des constats

Le monde de l'éducation est transformé par le numérique. Quelque 9 000 membres se sont prononcés sur le sujet.

28 Soyez réalistes, demandez l'impossible!

« Si nous voulons changer le monde, il nous faut être irréalistes, déraisonnables et impossibles. »



34 C'est loin d'être un cadeau

Plus d'un milliard de dollars par année en nouvelles baisses d'impôt et 670 millions en réduction de la taxe scolaire : alléchant n'est-ce pas?

5 Entre nous **13** Réseau scolaire **18** Enseignement supérieur **22** Petite enfance
24 Droit du travail **27** Enjeu santé **33** Le mot juste

CSQ Le Magazine Volume 38, no 2 Publication de la Centrale des syndicats du Québec, 9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3, Tél. : 514 356-8888, Téléc. : 514 356-9999 Courriel : magazine@lacsq.org / Directrice des communications Marjolaine Perreault / Rédactrice en chef Catherine Gauthier / Secrétaire adjointe aux publications France Giroux / Révision Martine Lauzon, Suzie Bélanger / Publicité Catherine Gauthier / Photographes François Beauregard, Jocelyn Bernier, Jean-François Leblanc, Stéphane Lemire, Maryse Cléro-Nobrega, Éric Massicotte, Patric Nadeau, Pascal Rathé, Getty Images, iStock, Shutterstock / Retouches photo Rémi Langevin / Dépôt légal Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives Canada. ISSN 2561-2727 / magazine.lacsq.org / Abonnement Service des communications, 514 356-8888 giroux.france@lacsq.org / Postpublications No de convention 40068962. Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à : Publication de la Centrale des syndicats du Québec 9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3.

Imprimé sur du Rolland Enviro100 Satin, contenant 100 % de fibres postconsommation, fabriqué à partir d'énergie biogaz et certifié FSC, ÉcoLogo et Procédé sans chlore.



D13005

Nous sommes toutes et tous engagés dans nos milieux de travail. Nous ne pouvons et ne voulons pas faire notre travail à moitié. Même si nous évoluons dans des secteurs différents, les défis auxquels nous sommes confrontés sont essentiellement les mêmes : surcharge, précarité, manque de reconnaissance et de valorisation...



C'est pourquoi nous amorçons une année de congrès¹ où l'action collective sera au cœur de nos réflexions. L'action collective, c'est travailler ensemble pour trouver des solutions, redonner son sens au travail. C'est partager le sentiment de responsabilité. La force de cette solidarité rend tout ce que l'on trouve lourd plus léger. Lorsque l'on s'implique syndicalement, nous avons le pouvoir d'agir localement. Nous sommes aussi partie prenante d'une organisation qui agit globalement pour changer le visage de notre société et la rendre plus juste et plus égalitaire.

Nous l'avons encore prouvé durant la dernière année. Je pense notamment aux négociations des CPE, à la bonification du RRQ que nous réclamions et que nous avons obtenue, ainsi qu'à notre mobilisation pour le salaire minimum à 15 dollars l'heure qui se poursuit. Notre prochain défi sera d'aller convaincre l'employeur et le gouvernement d'en faire encore davantage. Parce que, disons-le, si nos conditions de travail sont difficiles, c'est en grande partie en raison de l'austérité libérale imposée depuis trois ans.

L'année 2018 sera également une année électorale. Ce n'est pas parce que nous sommes hors de la période de négociations que nous cesserons de nous mobiliser pour défendre les enjeux qui nous tiennent à cœur. Nous devons rappeler à celles et ceux qui aspirent à diriger le Québec qu'ils ont de lourdes responsabilités et d'importants devoirs à l'égard de la population et des travailleuses et travailleurs du secteur public.

Pour la prochaine année, je vous souhaite des dirigeantes et dirigeants qui reconnaissent l'expertise et l'autonomie professionnelle du personnel du secteur public en plus de nous donner les moyens d'avoir des milieux de travail plus sains. Il est urgent que cesse la privatisation des services publics et il est nécessaire de rappeler que les investissements dans ce secteur profitent à l'ensemble de la population. Espérons que ce message fera son chemin.

Louise Chabot | PRÉSIDENTE

¹ Le 42^e Congrès de la CSQ aura lieu du 26 au 29 juin 2018.

PLANÈTE EN PÉRIL : COMMENT PARLER AUX JEUNES?

L'avenir de l'humanité est gravement menacé. Comment aborder un tel sujet en classe, tout en donnant espoir aux jeunes?

Véronique Brouillette et
Jean Robitaille | CONSEILLERS CSQ

Plus de 15 000 scientifiques ont lancé récemment un cri d'alarme : notre planète est en péril. Tous les indicateurs environnementaux se sont amplifiés ou sont passés au stade critique. Sans équivoque, ces spécialistes ont insisté sur l'importance d'agir vite et d'opérer des changements majeurs pour protéger notre planète.

Une telle mise en garde suscite beaucoup d'inquiétude. Sachant qu'il faut faire bien plus que des petits gestes pour renverser la vapeur, comment parler d'avenir avec les élèves et les étudiants de façon inspirante? Pour mener à bien ce dialogue et encourager les jeunes à agir, mieux vaut ancrer nos interventions dans les principes de l'éducation pour un avenir viable.

Photo iStock



8 PISTES POUR CULTIVER L'ESPOIR ET NOURRIR L'ACTION

1. Laisser les jeunes rêver d'un monde meilleur, en évitant d'aborder l'avenir sous l'angle de la peur.
2. Conscientiser les élèves, et les étudiantes et étudiants aux problèmes du monde, en les encourageant à chercher des solutions.
3. Mettre l'accent sur le fait que nous ne sommes pas impuissants; au contraire, nous pouvons agir, que ce soit dans nos milieux ou sur le plan gouvernemental.
4. Stimuler l'engagement des jeunes dans des projets concrets d'amélioration de leur milieu.
5. Encourager les élèves, et les étudiantes et étudiants à faire entendre leur voix, en développant leur l'esprit critique et leur créativité. Par exemple, écrire une lettre à leur personne députée pour lui demander d'agir sur une question particulière.
6. Organiser des activités éducatives de sensibilisation. En panne d'idées? Visitez le site evb.lacsq.org/outils.
7. Favoriser le contact avec la nature dès le plus jeune âge. Plus on aime la nature, mieux on veut la protéger.
8. Miser sur la solidarité, laquelle sera plus que jamais nécessaire en raison de l'augmentation de la population et des dérèglements climatiques.

UN ALLIÉ DE TAILLE POUR LE PERSONNEL DE L'ÉDUCATION

Saviez-vous que le mouvement des Établissements verts Brundtland (EVB-CSQ) a développé, au cours des 25 dernières années, une approche unique enracinée dans la pédagogie de l'espoir et la pédagogie de la conscientisation? En plus des pistes présentées ci-dessus, plusieurs outils d'éducation pour un avenir viable ont été développés. Pour les découvrir, en savoir plus sur les EVB-CSQ ou joindre le mouvement, visitez evb.lacsq.org.

UNE NOUVELLE ÉCOLE EN ÉMERGENCE

Les écoles sont vieillissantes et des rénovations s'imposent. L'augmentation du nombre d'élèves commande de nouvelles constructions. Le temps est propice pour repenser nos écoles.

François Beaugard | COLLABORATION

P

our mener à terme ces travaux, il faut connaître l'état du parc immobilier, concevoir et planifier les projets, surveiller les chantiers et établir des programmes d'entretien adéquats, en tenant compte des besoins des occupants et des exigences techniques.

Ces tâches présentent des défis que plusieurs membres du personnel de l'éducation relèvent en innovant. Afin d'atteindre leurs objectifs, des commissions scolaires se sont dotées d'une expertise interne en embauchant, notamment, des ingénieures et ingénieurs, des architectes, et des techniciennes et techniciens en bâtiment. Des enseignantes et enseignants s'engagent aussi parfois dans cette aventure.

Jérémie Harnois¹ est ingénieur à la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord. Il considère essentiel que son employeur dispose du portrait le plus précis possible de son parc immobilier afin de lui permettre d'établir ses priorités et d'accéder à un financement adéquat du gouvernement.

Pour ce spécialiste en mécanique, la qualité des bâtiments a aussi une influence sur la réussite scolaire. Il importe de créer des milieux de vie où l'on se préoccupe de la qualité de l'air, de l'éclairage naturel et de la gestion appropriée des espaces.

¹ Jérémie Harnois est membre du Syndicat des professionnelles et professionnels de l'éducation de Laurentides-Lanaudière (SPPELL-CSQ).



Jérémie Harnois

L'IMPORTANCE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Interrogé sur ses motivations au travail, Jérémie Harnois explique que, lorsqu'il entre dans une école, il se demande toujours s'il y enverrait ses propres enfants. Si la réponse est négative, alors il corrige ce qui cloche avec son équipe.

Pour lui, la règle du plus bas soumissionnaire n'est pas nécessairement la meilleure, car il faut tenir compte des dépenses d'entretien futures. « Dans le domaine du bâtiment, il s'avère essentiel de planifier à long terme. Les coûts en énergie représentent un facteur majeur à considérer », note-t-il. Voilà pourquoi, dans sa commission scolaire, une quinzaine de projets de chauffage en mode géothermie ont été réalisés.

La prise en compte du développement durable fait partie de sa philosophie de vie. Selon lui, l'école du futur idéale comporte plusieurs caractéristiques : elle utilise le chauffage solaire passif, elle fournit un bon éclairage, elle dispose d'une climatisation, elle récupère les eaux de pluie pour les toilettes et elle offre des espaces verts dans les cours de récréation. « Confort, économie d'énergie et respect de l'environnement ne sont pas incompatibles. Il suffit d'avoir la volonté et les ressources nécessaires », dit-il.

UNE CONCEPTION CENTRÉE SUR LES BESOINS DES USAGERS

Laetitia Laborde² est architecte à la Commission scolaire Marie-Victorin depuis six ans. Elle apprécie grandement son autonomie professionnelle. Elle assume la gestion de projets, la conception de plans et devis, la supervision de chantiers, la conception des designs intérieurs, l'aménagement et l'ameublement des espaces. Ses tâches sont diversifiées : c'est l'une des raisons pour lesquelles elle adore son travail.

Cette architecte à l'enthousiasme communicatif accorde une importance centrale à l'écoute des besoins des utilisateurs. « Ma priorité, ce sont les enfants, dit-elle. L'amélioration de leur environnement est primordiale. Les études le démontrent : un espace attrayant contribue grandement à stimuler l'éveil de l'enfant et à favoriser l'apprentissage. Nous pouvons concevoir des espaces avec des préoccupations ergonomiques et esthétiques à des coûts raisonnables. Il suffit de faire preuve d'imagination. »

² Laetitia Laborde est membre du Syndicat des professionnelles et professionnels de la Montérégie (SPPM-CSQ).



Laetitia Laborde

Photo François Beaugerard

Réduire l'empreinte écologique est une préoccupation dans chaque nouvelle construction où sont installés des champs de géothermie. La disposition de la fenestration en fonction de l'ensoleillement contribue aussi à réduire la consommation énergétique, tout comme l'éclairage à DEL. Laetitia Laborde est fière de faire partie d'une équipe qui sait innover et qui s'apprête à construire la première école en structure de bois sur trois niveaux en Amérique du Nord!

« L'école idéale est d'abord et avant tout celle qui répond aux besoins des usagers. Que l'on construise un nouvel établissement ou que l'on rénove une école, comprendre la manière d'enseigner, la composition des classes et les différentes activités scolaires permet de concevoir des espaces et des ameublements adaptés aux nouvelles façons de faire. »

Le fait qu'elle et ses collègues consultent le personnel enseignant, d'entretien et technique, lors de l'élaboration des projets, fait une réelle différence. Contrairement aux projets du privé, pour qui les considérations de l'équipe-école ne sont pas prioritaires, cette collaboration permet de prévoir et d'endiguer à la source les éventuels problèmes d'entretien et d'utilisation des locaux.

UN ENTRETIEN RÉGULIER

La rénovation et l'entretien des écoles revêtent aussi une importance primordiale tant pour s'assurer de la qualité de vie que pour éviter des dépenses inutiles. Un toit qui fuit peut s'avérer très coûteux si on n'intervient pas à temps. Voilà l'une des responsabilités de Mario Girard³, technicien en bâtiment à la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay.

³ Mario Girard est membre du Syndicat du personnel de soutien scolaire de Jonquière (CSQ).



Photo Gratien Tremblay

Collaborant avec des ingénieurs et des architectes, il s'affaire à l'inspection des toitures, à l'estimation des coûts des travaux, à la mise à jour des données physiques des bâtiments et des plans d'évacuation, etc. Il participe aussi à des projets innovants comme la construction d'un gymnase en structure de bois et l'édification de murs récupérateurs de chaleur.

Mario Girard évolue au sein d'une équipe de techniciens qui se partagent leur savoir-faire dans les différents domaines de l'architecture, du chauffage et du génie civil. « Le parc des écoles de la commission scolaire est bien entretenu dans l'ensemble. Nous sommes proactifs. Nous essayons d'anticiper les problèmes. Nous favorisons les produits régionaux et contribuons à de belles réalisations », dit-il fièrement.

Selon lui, l'un des défis est de s'assurer que les travaux sont exécutés dans les temps prévus afin d'éviter toutes perturbations des activités scolaires.

DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Des enseignantes et enseignants pilotent aussi des projets avant-gardistes. C'est le cas notamment de Nicolas Busque⁴, professeur en sciences de Valcourt. Il nourrit le rêve de faire de son établissement la première école secondaire carboneutre au Québec.

Il y a quelques années, il a engagé ses élèves dans une évaluation-calcul des gaz à effet de serre (GES). « On s'est rendu compte qu'on en produisait beaucoup et qu'il fallait les réduire. Des membres de l'équipe-école se sont joints à moi pour mener des actions concrètes. Les élèves ont aussi planté des chênes près de l'école et même à la maison », souligne-t-il. En outre, des étudiantes et étudiants de la maîtrise en environnement à l'Université de Sherbrooke ont repris leur étude sur les GES et sont arrivés à des résultats comparables.

Après avoir examiné différentes solutions pour réduire l'empreinte écologique de l'école de l'Odyssee, Nicolas Busque a élaboré, avec l'aide de son père Laurier Busque, un projet de mur solaire passif qui a reçu l'appui de sa commission scolaire et pour lequel il a obtenu une subvention. Le mur est maintenant en fonction, et ses élèves font des évaluations régulières de l'énergie ainsi économisée. Depuis la mise en œuvre du projet, la production de GES a été réduite de cinq tonnes.

⁴ Nicolas Busque est membre du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (CSQ).

Mario Girard

Magazine. lacsq.org



EXCLUSIVITÉS

Des articles liés à l'actualité qui permettent d'aller au fond des enjeux syndicaux.



BALADO

Grands entretiens, reportages, débats, émissions et plus encore!



VIDÉO

Le lire, c'est bien, le voir c'est encore mieux!
Voyez nos reportages et autres contenus intéressants!



BLOGUE

Retrouvez le blogue de Louise Chabot pour connaître son point de vue sur les enjeux d'ici et d'ailleurs.

CSQ

LE MAGAZINE

RÉSEAU SCOLAIRE

« Des parents inscrivent leur enfant à notre école en raison de notre projet éducatif », se réjouit-il. Pour ce fervent défenseur du développement durable, l'école de demain doit former des écocitoyens : des femmes et des hommes qui s'impliquent dans leur communauté avec une sensibilité aux enjeux environnementaux. D'ailleurs, avec l'appui de la direction, des conseillers pédagogiques et de ses collègues, il organisera au printemps prochain un colloque ayant pour thème l'éducation à l'environnement.



Nicolas Busque

Photo Stéphane Lemire



Richard Bergevin

Photo Jocelyn Bernier

UNE COMMUNAUTÉ QUI SOUHAITE PARTICIPER

Richard Bergevin⁵ reconnaît l'engagement exceptionnel de Nicolas Busque. « En Estrie, les gens sont créatifs, observe-t-il. Il y a quelques années, des enseignantes et enseignants bien intentionnés avaient conçu, avec l'aide de bénévoles, des mezzanines dans certaines classes pour créer un coin lecture. Le projet avait connu un grand succès. Toutefois, ces structures ont été démantelées, car elles n'étaient pas conformes au code du bâtiment. Cela a créé des déceptions. »

Il croit que, si des ingénieures et ingénieurs et des architectes avaient été associés au projet dès le départ, ces désagréments auraient sans doute pu être évités.

Richard Bergevin souhaite que les solutions du personnel enseignant soient davantage considérées dans les projets de construction. Il n'a rien contre le fait que des personnes de l'externe suggèrent des idées pour l'école du futur, comme le propose le ministre de l'Éducation avec le projet du Lab-École.

« Si le projet du Lab-École a permis un débat social sur l'importance d'offrir des infrastructures scolaires de qualité, en bon état, cela est positif. Par contre, on devrait davantage prendre en compte les idées novatrices du personnel scolaire, reconnaître son expertise ainsi que la plus-value d'avoir, dans le réseau scolaire, du personnel spécialisé. L'ensemble des commissions scolaires devrait emprunter cette voie afin de s'assurer de réaliser des projets qui correspondent réellement aux besoins des élèves et de celles et ceux qui contribuent à l'éducation au jour le jour », conclut-il.

⁵ Richard Bergevin est président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (CSQ).

UNE PRÉPOSÉE EN OR

Chaque jour, elle prend soin des élèves parmi les plus vulnérables. Portrait d'une personne remarquable au métier des plus essentiels.

Martin Cayouette | CONSEILLER FPSS-CSQ

Suzanne Desfossés¹ est préposée aux élèves handicapés. Telle une pompière, elle veille avec diligence aux besoins des jeunes. « Dans ce métier, il faut toujours être prêt à répondre aux urgences. Parfois, il n'y en a pas et, le lendemain, il peut y en avoir une douzaine! Ce n'est jamais pareil : il faut savoir gérer le stress sans que rien n'y paraisse. »

Cet état d'esprit l'amène à dédramatiser bien des situations. « Peu importe ce qu'il arrive, à chaque problème, il y a une solu-

tion! La routine ne s'installe jamais et c'est ce que j'aime! »

LES ÉLÈVES AVANT TOUT

Parmi ses tâches, elle veille au bien-être des jeunes, à leur hygiène et à leur sécurité. À l'école, il arrive à l'occasion que des enfants souillent leurs vêtements. C'est ce qu'elle nomme un incident, car ce n'est pas volontaire. « Ce qui est important, c'est que l'élève soit au centre de l'intervention, qu'il soit traité avec dignité,

qu'il se sente bien, qu'il soit à l'aise », raconte-t-elle.

DES JOURNÉES BIEN REMPLIES

Au quotidien, elle franchit de nombreux pas pour accompagner les élèves, et ce, du matin jusqu'à la fin de l'après-midi. Suzanne Desfossés résume une journée type :

« Le matin, j'accueille un élève et l'accompagne à la salle de bain. Par la suite, je le suis dans sa classe pour l'aider aux activités reliées à sa scolarisation. Et, lorsque surviennent des imprévus dans l'école, j'interviens auprès de tout autre élève qui a besoin d'aide ».

À l'aube de la retraite, elle adore toujours son travail. « C'est très valorisant de travailler avec les enfants. Ils sont toujours souriants, ça nous fait oublier nos soucis. Je les appelle mes petits rayons de soleil! »

¹ Suzanne Desfossés est membre du Syndicat du soutien scolaire de la Riveraine (CSQ). Elle travaille à la Commission scolaire de la Riveraine.



Suzanne Desfossés

Photo Éric Massicotte

VICTIMES DE L'HYPERSEXUALISATION

Des enfants de 10 à 12 ans traités de « salopes » ou de « fifs ». Des fillettes se faisant demander une « pipe » par des garçons. Des jeunes diffusant des photos d'eux dénudés sur les réseaux sociaux. C'est la triste réalité.

Félix Cauchy-Charest | CONSEILLER CSQ

«La sexualisation précoce n'est pas un phénomène marginal. Elle touche des enfants exposés à des images explicites représentant la sexualité adulte, avant même qu'ils ne soient en mesure de composer avec la sexualité sur les plans tant psychologique, émotif que physique», observe Francine Duquet¹.

Pensons aux publicités, aux télé-réalités, aux vidéoclips et aux jeux vidéo comportant des scènes ou des images suggestives. Cette surenchère de messages à caractère sexuel peut avoir diverses répercussions, dont l'insatisfaction corporelle, les stéréotypes de genre, la pression d'avoir un « chum » ou une « blonde », etc.

Le personnel enseignant et les parents doivent aider les enfants à décoder le sens de ces messages. «On oublie que l'on agit parfois avec les enfants comme s'ils étaient déjà des adolescents et avec ces derniers comme s'ils étaient des adultes», poursuit-elle.

En plus d'aborder la sexualité de manière franche, positive et nuancée, l'éducation à la sexualité doit permettre aux enfants de développer leur jugement et leur capacité de discernement et d'affirmation.

DES OUTILS POUR L'ÉCOLE

C'est dans cette optique que la professeure a conçu un programme de prévention de la sexualisation précoce destiné aux intervenantes et intervenants des milieux scolaires, communautaires et de la santé et des services sociaux, qui travaillent auprès d'élèves de 5^e et 6^e année.



Photo Getty Images

Le programme *On est encore des enfants!* a été validé auprès d'enseignantes et enseignants et d'intervenantes et intervenants avant d'être expérimenté en classe. «Des groupes de discussion ont permis de constater que plusieurs intervenants se sentaient peu outillés pour parler de sexualité avec les enfants», note Francine Duquet.

Le programme aborde six thématiques et propose différentes activités pédagogiques à réaliser en classe ou à la maison :

- Être enfant ou être ado?
- Relations amicales et popularité
- Médias, stéréotypes et images liés à la sexualité
- Désir de plaire et éveil amoureux
- Vocabulaire sexuel et intimidation
- Réseaux sociaux, Internet et sexualité

Pour en savoir plus, visitez hypersexualisation.uqam.ca.

¹ Francine Duquet est sexologue et professeure au Département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

PROGRAMME D'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

UN ACCOUCHEMENT DIFFICILE

L'éducation à la sexualité, ça ne s'improvise pas. Si des projets-pilotes ont déjà été réalisés, les modalités de mise en œuvre du programme ne sont toujours pas connues¹. Pourtant le ministre a annoncé, en décembre 2017, son implantation obligatoire dans les écoles en septembre 2018...

Maxime Garneau | CONSEILLER FSE-CSQ

L'importance de l'éducation à la sexualité dans les écoles fait consensus. Le personnel de l'éducation est d'avis que cette matière est essentielle pour bien informer les élèves sur des sujets aussi importants que l'égalité entre les genres, le consentement et l'expression d'une saine sexualité.

UNE EXPÉRIENCE QUI A RÉUSSI

Marie-Ève Lavoie² enseigne à l'école des Parchemins de Saint-Elzéar-de-Témiscouata. Elle a participé aux projets-pilotes sur l'éducation à la sexualité.

« Fondamentalement, je suis à l'aise avec le contenu. Je crois qu'il a sa place dans les écoles. Malgré tout, je ne me serais pas sentie prête à enseigner l'éducation à la sexualité en me fiant uniquement au canevas du ministère. Ça prend les bonnes ressources en appui, et le temps de travail libéré pour la préparation est essentiel. »

Dans le Bas-Saint-Laurent, elle estime que les choses ont été faites correctement.

« Dans notre cas, nous avons eu le temps et les ressources nécessaires pour bien faire les choses. Nous avons obtenu des



libérations pour travailler ensemble à l'élaboration du matériel, et nous avons été épaulées par une sexologue et une psychoéducatrice. Ça fait toute la différence! »

Selon l'enseignante, la formule mise en place dans son milieu a été un succès. « On souhaitait préparer des activités clés en

main pour que le contenu soit agréable à livrer et que le personnel soit en confiance. C'est réussi! Le matériel prévoit même les questions qui risquent d'être posées en lien avec les activités et les pistes de réponses appropriées. Je pense qu'on peut dire que c'est un beau succès dans notre école. »

¹ Cet article a été rédigé le 15 décembre 2017.

² Marie-Ève Lavoie est membre du Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (CSQ).



Josée Scalabrini

Photo Maryse Cléro-Nobréga

3 Josée Scalabrini est présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ).

Toutefois, elle est consciente que ça ne s'est pas déroulé comme cela partout, la majorité des enseignantes et enseignants impliqués dans les projets-pilotes ayant déploré une augmentation importante de leur charge de travail. De plus, pour l'ensemble des commissions scolaires, seulement trois ont à leur emploi un sexologue.

« Dans ces circonstances, ça devient lourd pour les profs, surtout qu'ils ne peuvent pas compter sur l'aide d'une ressource professionnelle. Ils ont l'impression de devoir en faire toujours plus à travers tout le reste. Ce n'est pas évident. »

LE TEMPS PRESSE

Pour sa part, Josée Scalabrini³ estime que le ministre doit rapidement faire connaître les modalités d'implantation dans ce dossier.

« Il est possible de bien faire les choses, et la région du Bas-Saint-Laurent en est un bel exemple. Le personnel scolaire a disposé du temps et des ressources nécessaires pour travailler en équipe. Les résultats de ce côté sont plutôt encourageants, bien que les enseignantes et enseignants aient tout de même noté un alourdissement de leur tâche. »

UN CONTENU ATTENDU

Même si la FSE-CSQ milite depuis longtemps pour le retour de ces notions à l'école, la présidente déplore la façon de procéder du ministre.

« Cette façon de faire nous rappelle le mauvais scénario du film dans lequel les enseignants jouent trop souvent : on balance un mandat de plus à l'école, aussi important soit-il, sans vision d'ensemble et sans consulter les gens

directement interpellés. C'est désolant. Encore une fois, on manque une occasion de valoriser les enseignants », ajoute-t-elle.

En juin 2017, le comité consultatif sur ce programme a sollicité le ministre pour qu'une rencontre soit fixée en août ou en septembre, sans succès. Le ministre a préféré aller de l'avant sans consulter le personnel.

« L'urgence de l'annonce politique dans ce dossier a clairement pesé plus lourd dans la balance que la mise en œuvre responsable et respectueuse de l'éducation à la sexualité dans les écoles, aussi pressante fût-elle. Il aurait été plus simple de regarder la grille-matières dans son ensemble et de lui trouver un espace bien structuré. Encore une fois, on pèlète dans la cour des enseignants qui devront compenser l'improvisation du gouvernement. Les enseignants, eux, ne veulent pas improviser sur un enjeu aussi délicat et crucial », souligne Josée Scalabrini.

De toute évidence, tout déboulera au cours des prochains mois, sans que le personnel ait eu son mot à dire, comme ce fut le cas avec l'éducation financière. Rappelons que le personnel enseignant avait commencé l'année scolaire avec du matériel incomplet, sans avoir eu de temps d'appropriation ou de formation adéquate.

« Ce n'est pas normal qu'on ne sache toujours pas si on devra retrancher du temps d'enseignement dans les cours obligatoires, pour intégrer ce nouveau contenu à la grille-matières. Si c'est le cas, le contenu et le temps d'enseignement de quel cours devra-t-on amputer pour faire place à ces nouvelles activités? Il est impératif que le ministre Proulx fasse rapidement connaître ses intentions », conclut-elle.

UN PROFESSIONNEL DE RECHERCHE INSPIRANT

« Des cellules, c'est bien beau, mais moi, ce qui m'intéresse davantage, c'est vraiment l'humain et la recherche clinique. »

Véronique Meunier

STAGIAIRE CSQ AUX COMMUNICATIONS

François Tardif¹ a bifurqué de son travail en laboratoire, il y a 14 ans, pour se consacrer à la recherche dans le domaine des soins palliatifs, de la maladie mentale et de l'oncologie psychosociale. Portrait d'un homme passionné dont le parcours a été récompensé, en 2017, d'un Prix d'excellence des professionnels de recherche décerné par le Fonds de recherche du Québec.

Professionnel de recherche au sein du CHU de Québec, François Tardif coordonne, depuis 2009, les travaux de l'Équipe de recherche Michel-Sarrazin en oncologie psychosociale et soins palliatifs (ERMOS). Composée de 22 chercheuses et chercheurs, cette équipe a développé, entre autres, un programme efficace de psychothérapie qui permet aux personnes atteintes d'un cancer d'améliorer leur qualité de vie.

UN RÔLE CLÉ DANS UN GRAND SUCCÈS

En raison des résultats concluants du programme, il sera implanté dans d'autres sites au Québec, ce qui remplit de fierté François Tardif. Et avec raison! Par son travail, il a contribué de façon importante à ce succès, notamment en veillant à la gestion de l'équipe de recherche et en assurant le rôle d'intermédiaire entre l'ERMOS et le centre hospitalier universitaire.

« Mon rôle consiste à débroussailler les chemins, à enlever les barrières qui se présentent en cours de route, bref, à faire en sorte que le travail de recherche puisse s'effectuer dans les meilleures conditions possible », explique-t-il. Ses fonctions l'amènent aussi à collaborer avec des comités de travail ministériels, particulièrement sur la question des soins palliatifs au Québec.



François Tardif

Photo Pascal Ratthé

« En plus de superviser et d'encadrer les étudiantes et étudiants des cycles supérieurs, je présente aussi des conférences et je participe à la rédaction des demandes de subventions et des articles scientifiques. Cette diversité de tâche est franchement stimulante! » souligne-t-il.

Au cours des prochaines années, François Tardif aura d'autres beaux défis à relever. Ayant obtenu une subvention importante, l'ERMOS deviendra un réseau de recherche provincial. C'est donc à lui que reviendra la tâche de mettre en place l'équipe élargie de recherche et de s'assurer de bien la faire progresser. Nul doute qu'il y parviendra aisément!

¹ François Tardif est membre du Syndicat des professionnelles et professionnels de recherche de l'Université Laval (SPPRUL-CSQ). Il est titulaire d'un baccalauréat en biochimie, d'une maîtrise en biologie cellulaire et moléculaire et complète une seconde maîtrise en gestion des services de santé.

AVOIR L'OREILLE DU MÉTIER

Connaissez-vous beaucoup de personnes capables de discerner, à l'oreille, un trouble mécanique dans une salle des machines?

Félix Cauchy-Charest
CONSEILLER CSQ

C'est le cas de Luc Lalancette¹, mécanicien de machines fixes. Il travaille dans ce lieu méconnu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

Chaque jour, il veille à ce que tous aient un environnement d'apprentissage et de travail sain. Il effectue une tournée quotidienne des salles des machines afin de vérifier le bon fonctionnement de la ventilation, de la climatisation et du chauffage.

« La présence d'un système de chauffage à l'eau chaude représente un défi dans l'exécution de mon travail. Imaginez : chaque bureau et chaque salle de classe de l'université sont dotés d'une valve et d'un moteur. La collaboration du personnel et des étudiants m'est donc très précieuse! », explique-t-il.

Comme on n'arrête pas inopinément et n'importe quand le système de ventilation et de chauffage d'un tel établissement, la maintenance en profondeur s'effectue deux fois dans l'année, soit au printemps et à l'automne, à des moments où il y a moins d'activité sur le campus.

NI VU NI CONNU

On dit souvent que le personnel de soutien de l'enseignement supérieur effectue, en coulisse, des tâches essentielles. Le travail de Luc Lalancette en est un excellent exemple.



Luc Lalancette

« Il arrive parfois que le système s'arrête de façon imprévue. Je me rappelle d'un beau samedi d'hiver où la température atteignait -25 °C. Impossible de laisser les professeurs et les étudiants revenir le lundi sans chauffage! Après avoir cherché le trouble pendant une quinzaine d'heures, j'ai réparé les problèmes de gaz et d'entrée d'air frais, à l'origine de la panne. Le lundi matin, les salles de cours étaient à nouveau accueillantes et confortables », raconte-t-il fièrement.

UN DÉFI PARTICULIER

L'université est présente, notamment, à Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Amos, Notre-Dame-du-Nord ainsi qu'au lac Duparquet (Forêt d'enseignement et de recherche).

« C'est un grand territoire à couvrir. Je dois me rendre dans chacun de ces lieux pour effectuer la maintenance et répondre aux urgences. Cela n'est pas toujours facile en raison du climat. Au début du mois de novembre, je devais me rendre à Amos pour une urgence, mais il a beaucoup neigé et la camionnette n'avait pas encore ses pneus d'hiver... Mais ça, c'est l'Abitibi! », conclut-il, philosophe.

¹ Luc Lalancette est membre du Syndicat du personnel de soutien de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, affilié à la FPSES-CSQ.

LA FORCE D'UNE VOIX

Devant la détresse engendrée par une directive de Québec touchant l'aide financière aux études au collégial, une conseillère à la vie étudiante a interpellé la ministre David. Récit d'une belle victoire contre l'injustice.

Simon Lavigne
CONSEILLER CSQ



Photo Jean-François Leblanc

Monique Lussier

¹ Monique Lussier est présidente du Syndicat du personnel professionnel du Cégep Marie-Victorin, affilié à la Fédération du personnel professionnel des collèves (FPPC-CSQ).

L'annonce a eu l'effet d'une bombe. En mai 2015, les bureaux d'aide financière aux études des cégeps se voient retirer l'accès au profil de traitement des demandes d'aide financière, le « profil 3 ». Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur souhaite alors centraliser les ressources afin de réaliser des économies.

Pour Monique Lussier¹, c'est le début d'un véritable calvaire. Conseillère à la vie étudiante au Cégep Marie-Victorin, elle a rapidement constaté les dommages sur le terrain.

« Si l'accès au "profil 3" nous permettait d'offrir un service direct, local et rapide, la situation a complètement changé après l'imposition de la décision du ministère. Les délais de traitement ont atteint plusieurs semaines, ce qui a plongé des personnes vulnérables dans une grande précarité », explique-t-elle.

« Il faut savoir qu'en raison des programmes qu'il offre et de sa localisation, le Cégep Marie-Victorin accueille majoritairement des étudiantes issues de milieux socioéconomiques défavorisés, aux parcours de vie et aux besoins particuliers. L'obtention rapide d'une aide financière leur est donc essentielle... Il m'était très difficile d'être aussi impuissante devant leurs besoins. C'est mon implication syndicale qui m'a permis de garder mon équilibre, c'est vraiment ce qui m'a sauvée », poursuit Monique Lussier.

UNE OCCASION SAISIE AU VOL

En décembre 2016, le passage de la ministre David au cégep lui offre une occasion en or d'agir. « En tant que militante, j'ai interpellé directement la ministre en lui exposant concrètement les dommages collatéraux de cette décision sur les étudiantes, des femmes parmi les plus vulnérables, pour la plupart issues de l'immigration, effectuant un retour aux études ou en situation de monoparentalité », raconte-t-elle.

La ministre David n'était visiblement pas au courant, et ses attachés ont été surpris par l'intervention de la conseillère. « Je pense qu'elle a été ébranlée. Par la suite, nous

avons maintenu le contact avec elle, notamment par l'envoi d'une lettre précisant l'ampleur du problème », ajoute-t-elle.

L'action de Monique Lussier a fait boule de neige. Cinq mois plus tard, le bureau d'aide financière aux études du Cégep Marie-Victorin a obtenu à nouveau l'accès au « profil 3 », et sa conseillère, la fierté de servir ses étudiantes et étudiants à la hauteur de leurs besoins.

COMME UN ÉCRAN DE FUMÉE

« On arrache les jeunes
de l'école, le symbole
est très fort. »

Pierre Avignon
CONSEILLER FEC-CSQ

Étudiant au Cégep régional de Lanaudière à l'Assomption, Martin Forgues¹ cherchait un travail à temps partiel. Fils de militaire, il s'est engagé tout naturellement, à 18 ans, dans la Réserve. Après avoir passé douze ans dans l'infanterie – où il a connu la Bosnie et l'Afghanistan –, il est aujourd'hui très critique envers les stratégies de recrutement des Forces armées canadiennes.

« On vend l'armée comme une aventure. Nulle part on ne parle de la guerre ou de ses ravages à retardement. *Si la vie vous intéresse* a même été l'un des slogans utilisés. Ce vocabulaire excitant est comme un écran de fumée, une novlangue très glamour qui se rapproche des jeux vidéos et des films hollywoodiens. »

« ON VEND
L'ARMÉE COMME
UNE AVENTURE.
NULLE PART ON
NE PARLE DE LA
GUERRE OU DE
SES RAVAGES À
RETARDEMENT. »

Martin Forgues

Antimilitariste, Martin Forgues n'est pas contre le principe d'une armée consacrée à la défense. Il s'oppose à une forme de patriotisme, qui valorise le sens du devoir pour le pays, très répandue au sud de la frontière.

« En payant leurs études et en leur promettant de bons salaires, l'armée mise sur l'insécurité économique des jeunes. Or, il ne s'agit pas d'un employeur ordinaire. On parle de vie ou de mort, sans compter l'implication morale de cet engagement. Tu peux être appelé à tuer », poursuit-il.

Malgré l'évolution du discours depuis le changement de gouvernement à Ottawa, les grandes orientations des Forces armées canadiennes ne se sont pas transformées radicalement.

« Lorsque je me suis engagé, je rêvais du maintien de la paix. C'était avant le 11 septembre 2001. Aujourd'hui, le Canada a peu de poids sur la scène internationale, là où se décident les missions extérieures. Je constate aussi que, pour plusieurs États, les interventions militaires demeurent des outils de conquête qui leur permettent de projeter leur puissance et de défendre leurs intérêts à travers le monde », précise celui qui a publié deux ouvrages sur ces sujets.

FAITES L'ÉCOLE, PAS LA GUERRE

À l'instar de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), qui milite contre le recrutement militaire dans les établissements collégiaux, Martin Forgues considère que l'armée a d'autres espaces pour recruter.

Il conseille aux groupes opposés à cette forme d'embrigadement de renforcer leur discours en déconstruisant les arguments de l'armée. « Il faut rendre l'antimilitarisme plus *glamour* que l'armée! Dites à un jeune de ne pas faire quelque chose et il va le faire! Il faut plutôt lui dire : avant de faire ce choix, prends le temps de bien y penser », conclut-il.

¹ Martin Forgues est journaliste indépendant. Il a publié *L'Afghanicide. Cette guerre qu'on ne voulait pas gagner* (VLB éditeur) et *Un Canada errant sur le sentier de la guerre* (Éditions Poètes de brousse).

À lire sans remords



AUCUN ARBRE COUPÉ

Les fibres du papier proviennent exclusivement des bacs de récupération.



PRESQUE MANGEABLE

Les encres sont 100 % végétales, solubles dans l'eau et ne contiennent aucun solvant. Le papier est fabriqué selon un procédé sans chlore.



ÉNERGIE VERTE

L'énergie utilisée pour fabriquer ce papier est un biogaz issu de la décomposition des déchets d'un site d'enfouissement, acheminé directement à l'usine par conduits souterrains.

CSQ
LE MAGAZINE

GRANDIR AU SON DE LA MUSIQUE

Musicien, Carlos Marcelo Martinez¹ conjugue sa vie au rythme des spectacles qu'il présente et des tout-petits qu'il accueille dans son service de garde.

Christopher Young | CONSEILLER FIPEQ-CSQ

Il y a treize ans, il a ouvert son service de garde en milieu familial régi et subventionné, à Saint-Jérôme, pour transmettre sa passion pour la musique aux tout-petits.

« Dans mon pays, en Argentine, j'étais professeur de musique. J'avais choisi là-bas de travailler avec les enfants de 3 à 5 ans. Lorsque je suis arrivé au Québec, j'offrais

des ateliers de musique, mais je trouvais ça dur de me promener et de vendre mes services. Ça m'a toutefois donné la chance de mieux connaître le milieu. C'est comme ça que j'ai décidé d'ouvrir mon service de garde, pour avoir mon groupe d'enfants et continuer de faire ce que j'aime », raconte-t-il.

Si les activités offertes dans son service sont variées, la composante musicale joue un rôle clé dans son approche auprès des enfants.

« La tendance est artistique, très musicale. Presque tous les jours, on improvise des chansons, on joue des instruments, comme des petites guitares ou des instruments autochtones de l'Amérique du Sud. À travers la musique, les enfants peuvent tout apprendre. C'est un excellent point de départ pour n'importe quel apprentissage », s'enthousiasme-t-il.

DES TOURNÉES ENTRE DEUX SEMAINES D'OUVERTURE

En plus de s'occuper des tout-petits, Carlos Marcelo Martinez continue sa carrière de musicien, en jouant près de sa résidence et en planifiant ses plus longues tournées

pendant ses vacances annuelles. « Quand il y a une journée fériée, je m'arrange pour faire des petites tournées, par exemple en Abitibi. »

Les parents apprécient son approche pédagogique musicale. Sa clientèle est d'ailleurs principalement recrutée grâce au bouche-à-oreille. « Souvent, les parents trouvent que c'est un avantage, le fait que je sois un artiste qui joue devant le public. De plus, quand les parents viennent visiter mon service de garde, je présente toujours ma famille. Pour moi, c'est important. Ça montre quel genre de personne je suis », résume-t-il.

DES INQUIÉTUDES POUR L'AVENIR

Malgré son succès, Carlos Marcelo Martinez s'inquiète pour l'avenir des services régis et subventionnés, en raison de l'ouverture massive de garderies privées.

« Plusieurs services de garde en milieu familial comme le mien ferment ou sont en danger. Et je ne crois pas que les garderies privées peuvent offrir la même qualité que nous », conclut-il.



Carlos Marcelo Martinez

Photos François Beauregard

¹ Carlos Marcelo Martinez est membre de l'Alliance des intervenantes en milieu familial Laurentides (ADIM Laurentides-CSQ).

DES TOUT-PETITS BIEN NOURRIS

Concocter autant de repas et de collations pour nourrir une centaine de bambins, c'est tout un défi. Réussir à leur faire manger de tout, avec plaisir, ça devient un exploit. Portrait d'un cuisinier exceptionnel.

Christopher Young | CONSEILLER FIPEQ-CSQ

Seul cuisinier du CPE Les Amis Gators, Joël Bourgeois¹ prépare chaque jour, de A à Z, les repas et les collations pour environ 98 enfants dans deux installations situées à Saint-Hyacinthe et à La Présentation.

« Il y a quelques craquelins que j'achète, mais sinon, je fais tout moi-même, jusqu'à mon pain », explique-t-il. Cette façon de faire permet à la fois d'assurer la qualité des repas et de réaliser des économies.

« Avec l'habitude, on se rend compte que c'est beaucoup moins cher de cuisiner des aliments que d'acheter des produits tout faits, et pour le pain, par exemple, ça fait un accompagnement ou une collation qui est appréciée des enfants. De plus, on sait ce qu'on sert dans les assiettes : il n'y a pas d'additifs, pas d'agents de conservation », résume-t-il.

LA VARIÉTÉ AU MENU

Avec une rotation toutes les trois ou quatre semaines, chaque menu hebdomadaire se doit d'être très varié. Pour Joël Bourgeois, ça signifie un repas de poisson, un repas d'œuf et un repas végétarien chaque semaine.

Un succès qui pourrait surprendre : le macaroni asiatique au tofu, qui est en rotation pendant la saison hivernale. « Les enfants ont hâte au retour de l'hiver pour avoir ce plat-là! », se réjouit-il.

Parce que, contrairement aux clichés, les tout-petits n'ont pas trop à être poussés pour sortir de leur zone de confort culinaire. « Des fois, les enfants sont moins récalcitrants que les éducatrices quand vient le temps d'essayer des nouvelles choses! »



Photo François Beaugrand

Joël Bourgeois

UNE SOURCE DE FIERTÉ

Il faut dire que les tout-petits qui fréquentent Les Amis Gators apprécient beaucoup le travail du responsable en alimentation. « Des fois, on se fait dire que les enfants ne mangent pas à la maison. Ils disent à leurs parents : "Fais ça comme Joël!" », raconte-t-il.

Mais aux parents qui en arrachent pour faire découvrir de nouveaux aliments à leurs tout-petits, Joël Bourgeois relativise les choses. « J'ai plus de succès au travail qu'à la maison avec mes deux adolescentes! », rigole-t-il.

¹ Joël Bourgeois est membre du Syndicat des intervenantes en petite enfance de Montréal (SIPEM-CSQ).

L'ÉQUITÉ SALARIALE, PAS POUR TOUT LE MONDE?

L'enjeu de la rétroactivité de l'équité salariale pour les éducatrices en CPE et les interprètes en langage gestuel est devant la Cour suprême.

Marie-Eve Imonti | CONSEILLÈRE CSQ

Sans règlement, l'absence de comparable masculin dans leur milieu de travail les empêche de recevoir les correctifs salariaux auxquels elles ont droit. Une situation discriminatoire.

Le 2 novembre dernier, la CSQ a plaidé que les modalités de mise en œuvre du règlement ne doivent pas priver ces travailleuses de leur droit à l'équité salariale. Elle a soutenu qu'en réalisant l'équité salariale après 11 ans, le législateur a entretenu une discrimination envers ces travailleuses, alors que leurs corps d'emploi illustrent la discrimination basée sur le sexe. La Centrale souhaite que l'on verse rétroactivement à ces travailleuses les correctifs salariaux auxquels elles ont droit. Le jugement est attendu dans les prochains mois.

La CSQ est aussi intervenue dans le dossier du maintien de l'équité salariale. Elle a appuyé les revendications d'autres organisations syndicales selon lesquelles les modalités prévues à la loi modificatrice de 2009 sur l'évaluation du maintien de l'équité salariale sont discriminatoires.



Photo iStock

L'ARBITRE DONNE RAISON AUX ENSEIGNANTS

Le personnel enseignant
pourra désormais
conserver une journée
de congé pour décès, afin
de l'utiliser à l'occasion
des funérailles ou de
l'inhumation.

Maxime Garneau
CONSEILLER FSE-CSQ

C'est ce que révèle une sentence arbitrale, rendue en octobre dernier, en faveur du Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis (SERM-CSQ).

Il faut savoir qu'à l'occasion d'un décès, la convention collective des enseignantes et enseignants prévoit des congés d'une durée variable, selon la proximité du lien avec la personne décédée, en plus de permettre de conserver l'une de ces journées pour les funérailles ou la mise en terre.

Il est donc possible de s'absenter pour la journée des funérailles, mais aussi pour une journée liée aux funérailles. Par exemple, une enseignante doit se déplacer pour offrir ses condoléances le vendredi, alors que les funérailles ont officiellement lieu le samedi.

Le tribunal a confirmé cette interprétation – qui était contestée par certaines commissions scolaires –, en adhérant totalement aux solides arguments du syndicat, soutenu par la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ). Vous voulez en savoir davantage? Consultez votre syndicat.

CONNAÎTRE LES
RISQUES
DU TRAVAIL



*Prévenir
et guérir*



Pour des conseils et des solutions,
consultez votre syndicat ou
lacsq.org/sst

GRAND INTÉRÊT AUTOUR DU NUMÉRIQUE

Le monde de l'éducation est transformé par le numérique.
Plus de 9 000 membres se sont prononcés sur le sujet.

France Bernier et Matthieu Pelard | CONSEILLERS CSQ

Cette participation importante à la recherche de la CSQ témoigne du grand intérêt du personnel des réseaux scolaire et de l'enseignement supérieur pour cette question.

Trois enjeux ont été abordés, soit les changements engendrés par le numérique dans le travail, les impacts sur le milieu de travail et les besoins de formation. Bien que l'analyse en profondeur des questionnaires soit en cours, au moment d'écrire ces lignes, des constats préliminaires ont pu être dégagés.

Ainsi, on note que les membres sont fortement favorables à l'utilisation des outils numériques dans l'exercice de leur travail. Si ces technologies transforment leurs tâches, les répercussions sur leurs conditions d'exercice professionnel varient.

Les améliorations portent principalement sur les questions de collaboration, de communication et de soutien interprofessionnels. Cependant, cette intensification des échanges soulève également des enjeux quant à l'effritement de la frontière entre la vie professionnelle et la vie personnelle.



Photo Shutterstock

BESOINS DE PERFECTIONNEMENT

Outre les formations de base ou de découverte des outils numériques, les répondantes et répondants au questionnaire expriment des besoins de perfectionnement pour développer leurs compétences numériques en lien avec leur réalité d'emploi.

Cette étude arrive à point alors que le gouvernement du Québec a lancé sa Stratégie numérique. La CSQ veillera à ce qu'il tienne compte des préoccupations exprimées par ses membres.

VOS DONNÉES DE SANTÉ BIENTÔT SUR LE WEB



Photo Getty Images

Le virage numérique en santé s'accélère dans le monde. Le Québec n'y échappe pas.

Lise Goulet | CONSEILLÈRE CSQ

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) a lancé, en décembre dernier, une nouvelle application en ligne, le Carnet santé Québec. Bien qu'intéressant de prime abord, le nouvel outil soulève des questions.

Le Carnet santé Québec nous permettra, sur une base volontaire, d'avoir accès à notre liste de médicaments et à nos résultats d'analyses et d'examens, pourvu qu'ils soient déjà enregistrés dans le Dossier Santé Québec. Diverses sections, dont les notes du médecin ainsi que l'intégration du guichet d'accès à un médecin de famille et du service Rendez-vous santé Québec, compléteront l'outil.

Sauf interdiction des tribunaux, les parents pourront activer le carnet santé de leur enfant de moins de 14 ans et y accéder. Pour les personnes inaptes, les mécanismes de procuration ou de tutelle devront être respectés.

Un projet-pilote sera réalisé dans les régions de Québec et de Laval à compter de janvier 2018. Quant au lancement officiel, il est prévu dès avril 2018. Des plateformes particulières, par exemple les dons d'organes, pourraient compléter le projet qui se déploiera jusqu'en 2021.

UN RISQUE RECONNU

Malgré les mesures hautement sécurisées, les responsables de la RAMQ, rencontrés le 4 décembre dernier par la CSQ et la FSQ-CSQ, ont admis que les systèmes pourraient être piratés, l'important étant de pouvoir réagir rapidement. Voilà qui fait réfléchir...

COMBIEN COUTEZ-VOUS?

Outre un meilleur accès aux données de santé et une meilleure planification des rencontres médicales, le Carnet santé Québec favoriserait une approche d'autosoins où le « patient-partenaire » pourrait jouer un rôle plus actif. Le gouvernement envisagerait même d'indiquer les coûts par épisode de soins. Mais pourquoi? Conscientiser les gens? Implanter graduellement le financement à l'activité?

« On ne va pas à l'urgence ou chez le médecin par plaisir. Avec une telle pratique, les risques de culpabilisation, voire de discrimination sont bien réels », soutient Sonia Éthier¹.

LA VIGILANCE S'IMPOSE

Diverses questions ont été adressées à la RAMQ, notamment sur l'évaluation des procédures d'accès visant à contrôler les risques et sur l'obligation de déclarer les incidents de sécurité à la Commission d'accès à l'information.

Invitées à collaborer aux travaux de la RAMQ, la CSQ et FSQ-CSQ devront se pencher sur la question. Une chose est certaine, les politiques de gestion du gouvernement doivent être surveillées attentivement.

¹ Sonia Éthier est première vice-présidente de la CSQ.

« SOYEZ RÉALISTES, DEMANDEZ L'IMPOSSIBLE! »

« Si nous voulons changer le monde, il nous faut être irréalistes, déraisonnables et impossibles. Rappelez-vous : ceux qui appelaient à l'abolition de l'esclavage, au droit de vote des femmes et au mariage pour tous, eux aussi étaient traités de fous. Jusqu'à ce que l'histoire leur donne raison. »

Claude Girard | CONSEILLER CSQ



Rutger Bregman

Que diriez-vous de recevoir, chaque mois, un revenu décent qui vous mettrait à l'abri de la pauvreté et de l'insécurité? C'est l'une des idées proposées par l'historien et journaliste néerlandais Rutger Bregman dans *Utopies réalistes* (Éditions du Seuil). L'ouvrage fait actuellement un tabac à travers le monde. Et pour cause : l'auteur croit qu'on peut en finir avec la pauvreté.

DES EXPÉRIENCES QUI PARLENT

La recette est simple : distribuer à chaque personne un revenu suffisant pour satisfaire ses besoins de base. Une idée farfelue? Bien au contraire. Rutger Bregman rapporte plusieurs expériences concluantes, notamment à Dauphin, au Manitoba, en 1973. Pendant quatre ans, 1 000 familles ont reçu un revenu mensuel garanti sans rien devoir faire en retour.

Loin d'encourager la paresse et l'oisiveté, l'expérience a été bénéfique : les pères travaillaient autant qu'avant, les mères prenaient plusieurs mois de congé de maternité et les étudiantes et étudiants poursuivaient plus longtemps leurs études. Mieux encore : le nombre de cas d'hospitalisation a diminué de 8,5 %, sans compter le recul notable de la violence conjugale et des pathologies psychiques.

À Londres, l'expérience a été réalisée, en 2009, avec treize sans-abris à qui l'on a versé environ 5 000 \$ par mois, sans condition. Un an plus tard, la majorité n'était plus dans la rue, et plusieurs étaient retournés aux études ou s'étaient déniché un travail. Et vlan pour les préjugés à l'égard des plus démunis!

TRAVAILLER MOINS POUR MIEUX VIVRE

Rutger Bregman s'attaque également à la semaine de travail de 40 heures en proposant de la réduire à 15 heures. Et là encore, les faits semblent lui donner raison. En effet, il écrit que « les pays les plus riches du monde, ceux qui ont une importante classe créative et des populations très éduquées, sont aussi ceux qui ont le plus réduit leur semaine de travail ».

En fait, c'est l'ensemble de la société qui a à gagner avec des semaines de travail réduites puisque ce serait la solution à (presque) tout : stress, pollution, accidents, chômage, etc. Sans compter que moins de temps passé au boulot, c'est plus de temps pour la famille et les loisirs. Des personnes moins fatiguées, plus heureuses et en meilleure santé, cela représente aussi des économies appréciables pour l'État.

UN CONTEXTE IDÉAL POUR PLONGER

L'historien croit que jamais les temps n'ont été aussi murs pour un tel revenu universel inconditionnel. Il évoque la mondialisation qui érode les salaires de la classe moyenne et l'écart croissant entre les personnes ayant un diplôme universitaire et celles n'en n'ayant pas...

Tout cela est « sans compter que le développement de robots de plus en plus intelligents pourrait bien couter leur boulot à ceux qui ont l'avantage aujourd'hui... c'est précisément parce que nous sommes plus riches que jamais qu'il est aujourd'hui en notre pouvoir de faire un pas supplémentaire dans l'histoire du progrès : donner à chacun la sécurité d'un revenu de base ».

UN MONDE SANS FRONTIÈRES

Le monde idéal dont rêve Rutger Bregman ne s'arrête pas là : il plaide pour l'abolition de toutes les frontières. Il rappelle que, jusqu'à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, les passeports étaient pratiquement inexistantes et le fait de pays considérés comme peu civilisés.

Cent ans plus tard, il croit qu'il est temps d'abolir ces barrières artificielles. « Les frontières sont la plus grande cause de discrimination de toute l'histoire du monde. Les inégalités entre habitants du même pays ne sont rien comparées à celles qui existent entre différentes citoyennetés. »

Alors que les programmes d'aide au développement ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan pour lutter contre la pauvreté mondiale, il soutient que l'ouverture des frontières, elle, aurait des répercussions considérables. Additionnée à des mesures contre les paradis fiscaux, elle pourrait contribuer à effacer toute la pauvreté existante.

L'auteur va même plus loin en déconstruisant tous les mythes sur les menaces qu'une telle ouverture ferait peser sur nos

sociétés : augmentation du terrorisme et de la criminalité, réduction de la cohésion sociale, vol de nos emplois, baisse des salaires, etc. Des peurs bien réelles qui n'auraient toutefois pas raison d'être.

UNE GAUCHE TROP TIMIDE

Aussi réalistes que puissent être ces utopies, Rutger Bregman est conscient qu'elles demeurent audacieuses. Il propose donc que des expériences soient menées et que leur mise en application se fasse progressivement. L'histoire abonde en idées folles devenues avec le temps la normalité, dont la fin de l'esclavage et l'avènement de l'État-providence. À nous d'avoir le courage d'être utopistes pour rendre le monde meilleur.

L'auteur attribue d'ailleurs la montée de la droite dans le monde au fait que la gauche est devenue beaucoup trop prudente, s'interdisant toute idée jugée trop radicale de peur de perdre des appuis dans la population. Historiquement, ce sont les idées progressistes de la gauche qui ont donné le ton à l'évolution sociale. Les manifestants de Mai 68, en France, n'hésitaient pas à scander : « Soyez réalistes, demandez l'impossible! »

Aujourd'hui, c'est la droite qui revendique l'impossible, et ce, en faisant reculer les limites de l'acceptable. Ses tenants, tel Donald Trump, y parviennent en osant émettre les idées les plus choquantes et les plus subversives, à un tel point « que n'importe quoi de moins radical paraîtra soudain raisonnable ». En agissant ainsi, ils réussissent à déplacer vers la droite la fenêtre de l'acceptable et à l'éloigner d'autant de la gauche.

L'UTOPIE POUR RÊVER DEMAIN...

Plutôt que de sauter sur la patinoire avec ses idées, en faisant rêver et en redonnant espoir, la gauche commet l'erreur stratégique de s'opposer à la droite en prêtant foi à son discours. Si tous savent que la gauche est *contre* la privatisation, *contre* l'establishment, *contre* l'austérité, bien peu savent *pour* quoi est la gauche. Cette dernière doit reprendre l'offensive en défendant un idéal que des millions de gens ordinaires comprennent. Un idéal qui peut sembler utopique aujourd'hui, mais qui est pourtant à portée de main...

- LES PLUS BAS PRIX GARANTIS! •
- JUSQU'À 90% DE RABAIS SUR LE PRIX EN KIOSQUE •



PLUS DE
325 TITRES
DISPONIBLES

10 \$
JUSQU'À DE RABAIS
SUPPLÉMENTAIRE!
(SUR ACHATS MULTIPLES)

92 TITRES
À 20 \$ OU MOINS
39 NOUVELLES
PUBLICATIONS!

ABONNEZ-VOUS MAINTENANT :
RABAISCAMPUS.COM/ASSO - 1 800 265-0180

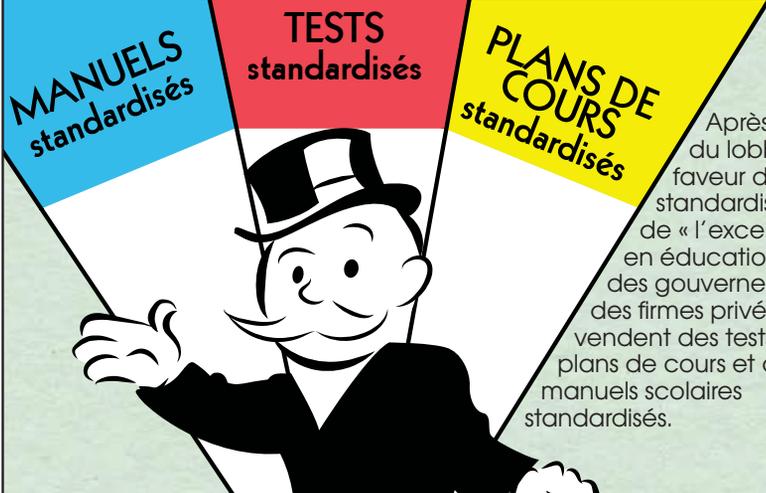
LA MARCHANDISATION

de l'éducation dans le monde

Opportunité



En 2020, la planète investira **6300 milliards** de dollars en éducation. Une bonne affaire pour les firmes d'investissement...

Après avoir fait du lobbying en faveur de la standardisation et de « l'excellence » en éducation auprès des gouvernements, des firmes privées vendent des tests, des plans de cours et des manuels scolaires standardisés.

Elles offrent aux pays pauvres des prêts pour bâtir des écoles, à des taux d'intérêt atteignant de 30 % à 35 %, sous le couvert de dons de charité pour lesquels elles reçoivent des reçus pour fins d'impôt...

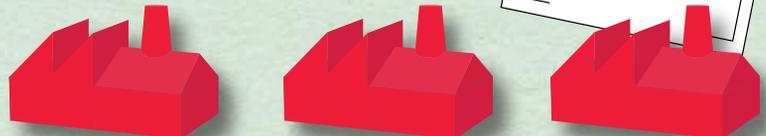
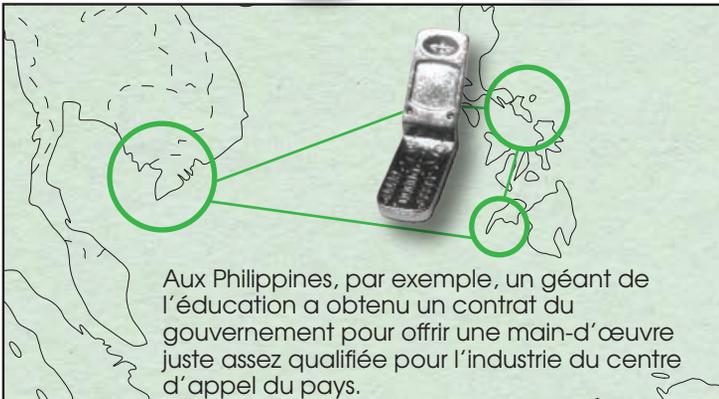
Crédits d'impôt



Elles proposent des systèmes éducatifs privés répondant aux besoins des industries locales, court-circuitent les ministères de l'Éducation et déterminent unilatéralement le curriculum scolaire.

Systèmes éducatifs privés

Curriculum	
Service à la clientèle	101
Anglais et ses divers accents régionaux	101
«Votre appel est important pour nous»	101

Aux Philippines, par exemple, un géant de l'éducation a obtenu un contrat du gouvernement pour offrir une main-d'œuvre juste assez qualifiée pour l'industrie du centre d'appel du pays.

Au Libéria, le réseau de l'éducation a été complètement sous-traité. Le secteur public assume les coûts et les risques, et le privé récolte les profits.



En résumé, là où l'humanité aimerait voir ceci...



...des entreprises privées aimeraient plutôt mettre la main sur un lucratif empire scolaire.



PARLONS D'ARGENT

Ni le féminin ni le pluriel ne lui conviennent.

Martine Lauzon | RÉVISEURE LINGUISTIQUE

Si le féminin était courant jusque vers les années 50, à présent, *de la grosse argent*, *de la belle argent*, *l'argent américaine* relèvent de la langue familière. On dira : *de grosses sommes*, *beaucoup d'argent*, *la devise américaine*. Les *argents* est aussi un archaïsme auquel on préférera *les fonds*, *les sommes*, *les montants* ou, tout simplement, *l'argent*.

Les salaires ont déjà été versés en sel, du latin *sal*, d'où l'origine du mot, soit *salarium*. Vu l'importance du sel pour la conservation des aliments, les soldats romains recevaient un *salarium*, soit une ration de sel en échange de leur travail. Ce mot a ensuite désigné la solde versée pour acheter le sel et les vivres, puis, toute forme de salaire.

Payer aussi vient du latin, du verbe *pacare*, qui signifie « apaiser, faire la paix ». À ce sens s'est ajouté, dans la langue populaire, « faire la paix en versant de l'argent », par exemple pour indemniser quelqu'un à qui l'on avait causé des torts. Puis, *payer* est devenu « verser de l'argent » tout court. Que l'on paye en espèces ou en liquide, il s'agit toujours d'argent. Dans la langue familière, il possède d'autres synonymes dont, dérivés de l'agriculture, *foin*, *blé*, *oseille*, *bacon* et même *jonc*, *trèfle* ou *radis*. À mots couverts ou ouvertement, on en parlera encore longtemps!

VOTRE LIEN PRIVILÉGIÉ, MAINTENANT AU BOUT DES DOIGTS

Joignez-vous à La Personnelle, téléchargez l'application La Personnelle et profitez de ces avantages exclusifs :



Programme **Ajusto**^{MD} :
économisez jusqu'à 25 % sur votre
prime d'assurance auto, simplement
en conduisant prudemment.



Alerte :
soyez informé en temps réel
si une fuite d'eau est détectée
à votre résidence.



Obtenez une soumission.
Téléchargez l'application.

► 1 888 476-8737
► lapersonnelle.com/applimobile



Assureur choisi par la CSQ



laPersonnelle

La bonne combinaison.



Photo iStock

C'EST LOIN D'ÊTRE UN CADEAU

Plus d'un milliard de dollars par année en nouvelles baisses d'impôt et 670 millions en réduction de la taxe scolaire, plutôt alléchant, n'est-ce pas?

Érik Bouchard-Boulianne | ÉCONOMISTE CSQ

Mais en y regardant de plus près, on réalise qu'il s'agit d'un cadeau empoisonné. Ces baisses d'impôt et de taxes nous entraîneront, tôt ou tard, dans une nouvelle période d'austérité.

Depuis l'arrivée du gouvernement Couillard, des réductions d'impôt ont été annoncées à chacun des budgets, à l'exception du premier, en juin 2014. Même si l'on tient compte des hausses de tarifs, notamment pour les services de garde, tout cela totalise près de 3 milliards de dollars de moins pour financer les services publics. Une recette parfaite pour de nouvelles compressions.

UN POISON INSIDIEUX

La dernière période d'austérité que nous venons de vivre s'explique par les 6 milliards de dollars de baisses d'impôt et de modifications fiscales décrétées par les gouvernements Bouchard et Charest depuis la fin des années 1990.

Si ces baisses d'impôt ont fragilisé les finances du Québec, cette réalité a été camouflée par la vigueur de l'économie, entre 2000 et 2008. Or, la crise économique de 2008 a tout changé. Le Québec est tombé en déficit, et l'austérité libérale s'est installée en 2010, avec une vigueur inégalée au début du mandat du gouvernement Couillard.

UNE STRATÉGIE BIEN HUILÉE

Avec près de 3 milliards de baisses d'impôt et de taxes depuis le retour à l'équilibre budgétaire, en 2015-2016, nous amorçons un nouveau cycle de désengagement de l'État. En pleine période de croissance, le gouvernement doit déjà puiser dans ses surplus pour équilibrer son budget.

Cela est sans compter la hausse des versements au Fonds des générations qui privera l'État, en 2020-2021, de 3,5 milliards de ressources additionnelles pour financer ses missions.

Les baisses d'impôt décrétées depuis trois ans par le gouvernement Couillard constituent, sans conteste, les germes de la prochaine ronde de compressions.



1 Source : INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES (2016). *Fractures*, vol. 02, n° 01 (septembre-octobre), p. 4.

VOUS PLANIFIEZ UN VOYAGE?



Partez l'esprit tranquille : SSQ vous prend sous son aile!

Saviez-vous qu'en participant au régime d'assurance maladie du régime d'assurance collective CSQ, vous bénéficiez de l'**assurance voyage avec assistance** et de l'**assurance annulation de voyage**? Vous pouvez donc vous envoler en toute confiance.

Pour profiter pleinement de ces protections, assurez-vous que votre état de santé est bon et stable avant de partir.

Consultez votre brochure d'assurance ou communiquez avec le service **CanAssistance** au **1 800 465-2928** pour connaître les conditions applicables.

SSQ *Groupe financier*

UN REER+ POUR ÉPARGNER PLUS

UN REER+ PROFITABLE QU'UN REER ORDINAIRE

Un REER permet d'épargner en reportant à plus tard l'impôt à payer sur le montant que vous économisez. Ce que le REER+ fait de plus qu'un REER ordinaire, c'est qu'il vous fait **économiser 30 % plus d'impôt**. En économisant plus d'impôt, vous épargnez encore plus vite. Et ces économies d'impôt supplémentaires vont directement dans vos poches!

**12,65 \$¹ PAR PAIE, C'EST TOUT CE QU'IL FAUT POUR
ÉCONOMISER 1 000 \$ PAR ANNÉE AVEC LE REER+**

	UN REER ORDINAIRE	UN REER AU FONDS
Votre épargne annuelle	1 000 \$	1 000 \$
Déduction REER	371 \$	371 \$
30 % d'économies d'impôt supplémentaires au Fonds	Sans objet	300 \$
Ce qu'il vous en coûte réellement	629 \$	329 \$ ou 12,65 \$ par paie

¹ Exemple basé sur l'année d'imposition 2017, pour une personne avec un revenu annuel imposable de 50 000 \$, ayant un taux d'imposition marginal de 37,1%, recevant 26 paies par année dont les versements tiennent compte des économies d'impôt immédiates sur la paie. Les montants calculés sont des estimations qui peuvent varier selon votre situation fiscale.

Avec la **retenue sur le salaire** du REER+, vos cotisations sont prélevées à même votre paie par votre employeur. Ce qui fait que vos 30 % d'économies d'impôt de plus vous sont remises **immédiatement** à chaque paie plutôt qu'au moment de votre déclaration de revenus. Ça vous fait donc des versements beaucoup plus petits.

Si vous préférez, les **prélèvements bancaires automatiques** sont l'autre façon flexible d'épargner. Ils vous permettent de prélever dans votre compte bancaire le montant que vous souhaitez investir, à la fréquence que vous voulez.



PRÊT À ÉPARGNER AVEC LE REER+ AU FONDS ?

Plusieurs façons s'offrent à vous :

 fondsftq.com

 **1 800 567-FONDS** (3663)

 Demandez à votre **responsable local** du Fonds dans votre milieu de travail, votre syndicat local ou avec **Langis Beaulieu**, coordonnateur CSQ au **1 800 361-5017**.

 fondsftq.com/bureaux

   FondsFTQ

 **FONDS**
de solidarité FTQ

FAIRE
TOUJOURS
L'ÉCONOMIE
D'ICELUI.

Les crédits d'impôt accordés aux actionnaires du Fonds sont de 15 % au Québec et de 15 % au fédéral. Ils sont limités à 1500 \$ par année fiscale, ce qui correspond à l'achat d'actions du Fonds d'un montant de 5 000 \$.

Veuillez lire le prospectus avant d'acheter des actions du Fonds de solidarité FTQ. Vous pouvez vous procurer un exemplaire du prospectus sur le site Web fondsftq.com, auprès d'un responsable local ou aux bureaux du Fonds de solidarité FTQ. Les actions du Fonds de solidarité FTQ ne sont pas garanties, leur valeur fluctue et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement dans l'avenir.